



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 27/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MASSON SA**

Aux Sordats

71118 Saint-Martin-Belle-Roche

Références : AC/MB/2025/C\_105  
Code AIOT : 0005400594

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement MASSON SA implanté Fifataud 71118 Saint-Martin-Belle-Roche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MASSON SA
- Fifataud 71118 Saint-Martin-Belle-Roche
- Code AIOT : 0005400594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche marbrière autorisée par arrêté préfectoral du 3 mars 2004 pour une durée de 30 ans au nom de la société MASSON.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 26.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Rejets aqueux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 26.4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 3	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 22	Sans objet
2	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 2	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 15	Sans objet
5	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 16	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 21.1	Sans objet
7	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 23	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève plusieurs non-conformités sur les thématiques et points contrôlés, dont l'absence de bornes délimitant le périmètre autorisé et l'absence de mesures de la qualité des effluents aqueux rejetés dans le milieu naturel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établi un plan d'échelle de la carrière adapté à sa superficie. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>· les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,</li><li>· les bords de la fouille,</li><li>· les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>· les zones remises en état.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Il est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  Le dernier plan d'exploitation a été relevé par un géomètre externe le 16/01/2025 à l'échelle 1/1000. Il n'y a pas encore de surface remise en état dans le cadre de cette autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Production annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Production autorisée
<b>Prescription contrôlée :</b>  La carrière est destinée à l'extraction et à la production de blocs de pierre de taille marbrière à raison d'une production brute annuelle de 4050 tonnes en moyenne ne pouvant excéder 4860 tonnes. Le calcaire marbrier excédentaire est valorisé en tant que pierre à bâtir, enrochement ou granulats concassés, à raison d'une production brute annuelle de 36450 tonnes ne pouvant excéder 43740 tonnes.
<b>Constats :</b>  Selon les déclarations GEREP, les quantités brutes produites annuellement depuis 2021 sont inférieures aux quantités brutes moyennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation de la carrière.  Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.
<b>Constats :</b>  Dans les secteurs contrôlés (limites nord et ouest de l'emprise autorisée), il n'a pas été constaté la présence de bornes aux points caractéristiques du périmètre autorisé.  <b>Non-conforme :</b> absence de bornes déterminant la limite de l'emprise autorisée notamment en périphérie de la surface en cours d'exploitation (en limites nord et ouest de la carrière).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les bornes indiquant les limites du périmètre autorisé doivent être remises en place de manière à être suffisamment visibles et durables (notamment en périphérie des surfaces en cours d'exploitation). Elles doivent être entretenues durant toute la durée de l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Information du public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Le panneau d'information des tiers sur l'activité de la carrière est affiché à l'entrée secondaire du site MASSON avec toutes les données requises.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 5 : Clôtures et barrières**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 16
--

Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
---

**Prescription contrôlée :**

Le périmètre de l'exploitation doit être ceinturé par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers non autorisés de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.

**Constats :**

Le périphérie de la carrière est sécurisée par une clôture barbelée, des barrières fermant les principaux accès et une végétation haute et dense difficilement franchissable par endroit. Des panneaux indiquent régulièrement l'interdiction d'entrer et les dangers liés à la présence de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 6 : Extraction**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 21.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale
--

**Prescription contrôlée :**

En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote 201 NGF.

**Constats :**

La cote minimale d'extraction indiquée sur le dernier plan d'exploitation est à 223 m NGF.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le plan d'exploitation est à compléter de cotes altimétriques notamment autour des points bas (bassins).

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 7 : Distances limites et zones de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Retrait de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille, un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place.  En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.
<b>Constats :</b>  Selon le dernier plan d'exploitation de 2025, les bords supérieurs de l'excavation (bords de fronts) sont à au moins 10 mètres des limites de l'emprise autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 26.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de ravitaillement des engins
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement des véhicules et engins de chantier est réalisé sur une aire étanche conçue pour permettre la récupération des éventuelles égouttures et des produits absorbants sont disponibles pour épancher toute fuite éventuelle. L'exploitant doit disposer d'un kit de produit absorbant à proximité de la zone de ravitaillement des véhicules.  L'aire étanche est reliée à un bac décanteur-déshuileur régulièrement entretenu, en procédant notamment au minimum à un curage par an.  Le stationnement des engins le soir ou en cas d'immobilisation prolongée doit être réalisé sur une aire étanche munie d'un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
<b>Constats :</b>  La ravitaillement en carburants et le stationnement des engins sont effectués sur une aire étanche en béton qui permet de récupérer les déversements chroniques. Cette aire est reliée à un décanteur/séparateur d'hydrocarbures qui permet de traiter les eaux de ruissellement qui sont déversées dans un bassin de récupération (les eaux sont réutilisées pour l'activité de sciage des blocs dans la carrière). Le dernier entretien du dispositif de traitement des hydrocarbures date du 27/11/2024 (selon le bordereau de suivi des déchets dangereux présentés par l'exploitant).

<p>Il a été constaté la présence à proximité de l'aire, d'un sac de produits absorbants en cas de déversements accidentels.</p> <p>L'exploitant doit se doter d'un kit complet pour intervenir en cas de déversement de substances liquides dangereuses (serviettes oléophiles, boudins, bâches plastiques, EPI, produits absorbants...).</p> <p><b>Non-conforme</b> : le kit d'intervention pour contenir un déversement de substances liquides dangereuses sur les sols est insuffisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant mettra en place à proximité de l'aire étanche un kit complet "anti-pollution" (serviettes oléophiles, boudins, bâches plastiques, EPI, produits absorbants,... en quantités suffisantes).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 9 : Rejets aqueux dans le milieu naturel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 26.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Normes de rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents rejetés dans le milieu naturel respectent, en toutes circonstances, sans dilution, les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· pH compris entre 5,5 et 8,5,</li> <li>· MEST inférieure à 35 mg/l,</li> <li>· DCO inférieure à 125 mg/l,</li> <li>· hydrocarbures inférieurs à 5 mg/l.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En l'absence de rejet dans le milieu naturel des effluents issus de l'aire étanche de ravitaillement, les prescriptions ne seraient pas applicables.</p> <p>Toutefois les eaux de l'aire étanche étant réutilisées lors du sciage sur des surfaces non protégées à l'intérieur de la carrière, une mesure de la qualité des eaux rejetées dans le bassin est à réaliser au moins une fois par an (en sortie du dispositif de traitement).</p> <p>Il a été constaté le rejet d'eaux de ruissellement accumulées en fond de fouille. En effet ces eaux sont déversées sur une surface naturelle périphérique dans l'emprise autorisée de la carrière par un dispositif de relevage.</p> <p>Les prescriptions relatives à la qualité des eaux rejetées sont applicables à ce point rejet dans le milieu naturel.</p> <p><b>Non-conforme :</b></p>



- absence de mesures périodiques de la qualité des eaux traitées en sortie de l'aire étanche de ravitaillement (1 fois par an minimum),
- absence de mesures de la qualité des eaux de ruissellement accumulées en fond de fouille et rejetées dans le milieu naturel (1 fois par an minimum).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Par le biais d'un organisme agréé pour les substances à mesurer, l'exploitant doit s'assurer périodiquement de la conformité de la qualité des rejets aqueux dans le milieu naturel (rejets direct et indirect).

Les points de rejets doivent être aménagés pour effectuer un prélèvement représentatif de l'effluent.

Les rejets dans le milieu naturel doivent être canalisés par des fossés et non épandus sur des surfaces.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Classement des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/03/2004, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative, Installation de broyage, concassage, criblage

**Prescription contrôlée :**

Désignation de l'activité: Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.

Rubrique de la nomenclature ICPE: 2510-1

Régime: Autorisation

Niveau d'activité: superficie de l'emprise de 117125 m<sup>2</sup>

**Constats :**

L'exploitant utilise une installation mobile de traitement des coproduits, générés lors de l'extraction des blocs à tailler, en granulats, par campagne.

Cette activité est réalisée dans l'emprise autorisée de la carrière et elle est visée par la rubrique n°2515-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Selon l'exploitant la puissance de l'installation serait inférieure ou égale à 200 kW (mais supérieure à 40 kW).

Cette installation serait donc à classer au régime de la déclaration.

Cette activité ne figure pas dans la liste des installations classées autorisées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mars 2004.

**Non-conforme :** exploitation d'une installation classée dans l'emprise de la carrière non prévue dans la liste des installations autorisées à exploiter par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mars 2004.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra au préfet un porter à connaissance pour déclarer son installation de traitement des matériaux minéraux au titre de la rubrique n°2515-1 avec tous les éléments d'appréciation (puissance, caractéristiques techniques, implantation, périodes d'activités, mesures de prévention...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois